

DOSSIER STRATÉGIQUE

LA DIPLOMATIE PROACTIVE DES PAYS DU CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE AU MOYEN-ORIENT :

Sous la direction de FATIHA DAZI-HÉNI

- **LA DIPLOMATIE PROACTIVE DES PAYS DU GOLFE AU MOYEN-ORIENT DEPUIS LES « PRINTEMPS ARABES ».**

FATIHA DAZI-HÉNI
Mis à jour le 2 avril 2015

- **LA DIPLOMATIE JORDANIENNE ET L'INFLUENCE DES PAYS DU GOLFE.**

ELISABETH MARTEU
Rédigé en février 2015

- **GOLFE—ÉGYPTE : UNE RIYAL POLITIK AU SERVICE D'UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE STRATÉGIQUE ?**

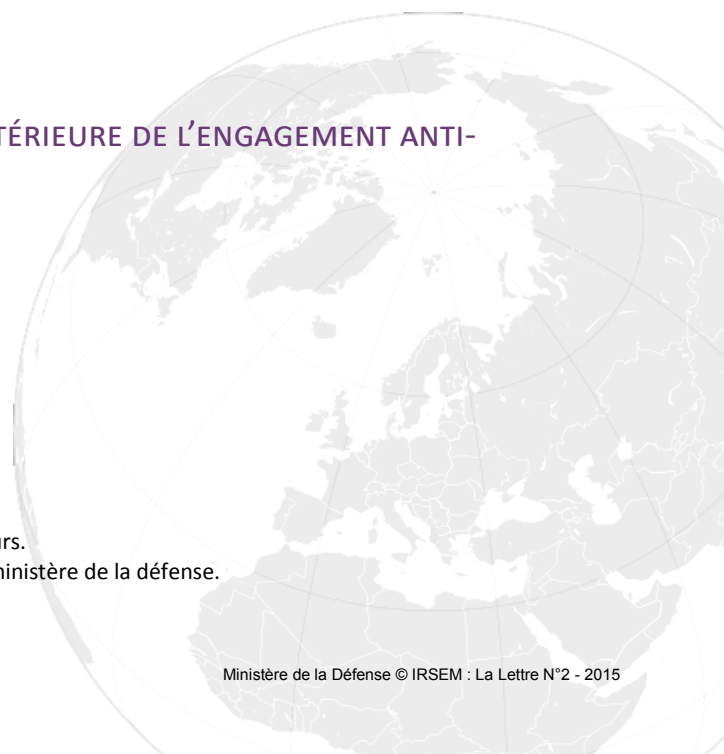
EMMA SOUBRIER
Rédigé en février 2015

- **LES IMPACTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE L'ENGAGEMENT ANTI-JIHADISTE SAOUDIEN.**

DOMINIQUE THOMAS
Rédigé en février 2015

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense.



INTRODUCTION

La vague de soulèvements populaires dans le monde arabe en 2011 contre des régimes autoritaires établis depuis deux voire trois ou quatre décennies (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie – en additionnant la gestion du pouvoir par Assad père et fils –) a d'abord provoqué un effet de surprise sur la scène internationale. Un sentiment d'inquiétude s'est ensuite emparé des monarches du Golfe, qui ont tous opté pour un recours aux financements d'État visant à pacifier le contexte social intérieur dans l'objectif d'éloigner le souffle des révoltes en provenance d'Afrique du Nord, et notamment d'Égypte. Un contexte régional de confusion domine depuis, avec les situations de chaos en Syrie, Libye, Yémen et en Irak. L'absence d'un *leadership* américain affirmé et l'impuissance structurelle des institutions monétaires internationales et de l'Union européenne à engager des initiatives pour soutenir les processus de transition (comme en Europe centrale et orientale dans les années 1990) accentuent cette impression d'une vacance de *leadership* laissant la place au désordre et au chaos où les organisations jihadistes (Daech et filières d'Al-Qaïda) prospèrent.

Ce vide a non seulement ouvert la voie à une diplomatie iranienne plus interventionniste dans la région mais a également occasionné une réplique inédite des monarchies du Conseil de Coopération du Golfe. Elles sont dès lors engagées unilatéralement et sans parrainage américain dans une diplomatie proactive mais désordonnée.

La deuxième Lettre 2015 de l'IRSEM présente quatre contributions portant sur l'émergence d'une diplomatie régionale des pays du Golfe au Moyen-Orient qui a pour vocation de sécuriser ses intérêts et de contrer la politique d'influence iranienne dans l'Orient arabe.

La première contribution, de Fatiha Dazi-Héni (chercheur Moyen-Orient – Golfe/IRSEM), sera destinée à évaluer la diplomatie proactive des pays du Golfe au Moyen-Orient depuis les « printemps arabes ».

Elisabeth Marteu (spécialiste Proche-Orient/IEP Paris) s'attachera à montrer comment, en dépit de l'influence financière considérable qu'exercent les riches monarchies du Golfe sur le royaume hachémite, la Jordanie parvient à préserver une diplomatie équilibrée, en raison notamment d'un soutien israélo-américain indéfectible.

Emma Soubrier (doctorante rattachée à l'IRSEM/Université Clermont-Ferrand), évaluera, pour sa part, l'impact de la diplomatie économique des pays du Golfe sur l'Égypte.

Enfin, Dominique Thomas (chercheur associé à l'EHESS sur l'islam radical) étudiera les impacts de l'engagement du royaume saoudien dans sa lutte anti-Daech et anti-Al-Qaïda sur sa sécurité intérieure.



LA DIPLOMATIE PROACTIVE DES PAYS DU GOLFE AU MOYEN-ORIENT DEPUIS LES « PRINTEMPS ARABES »

FATIHA DAZI-HÉNI¹

Face aux soulèvements populaires arabes, la diplomatie des monarchies du Golfe s'est déployée dans l'urgence afin de se prémunir d'un chaos perçu comme contagieux. En agissant en ordre dispersé, les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)² ont tenté de faire contrepoids à l'instabilité régionale qui secoue le monde arabe depuis 2011. Alors que Washington observait avec bienveillance ces soulèvements contre des pouvoirs autocratiques, y décelant une opportunité de changements et d'ouverture (en témoigne la désolidarisation rapide avec le président Moubarak, allié de 30 ans), l'Arabie saoudite, clé de voûte du CCG, a tenté d'imposer une ligne conservatrice articulée autour de l'axe monarchique arabo-sunnite (CCG + Jordanie, voire Maroc) et d'une coopération sécuritaire renforcée avec l'Égypte.

L'arrivée sur le trône du roi Salman, à la suite du décès du souverain Abdallah, le 23 janvier 2015, ne rompt en aucune façon avec les grandes lignes diplomatiques traditionnelles du royaume, en maintenant une relation étroite avec Washington, (la visite d'une très importante délégation américaine accompagnant le président Obama, le 27 janvier 2015, l'atteste). Cependant, le *leadership* régional plus affirmé, méthodique et plus « soudé » sous le roi Salman marque une différence notable avec les hésitations de l'outil diplomatique saoudien à la fin du règne du roi Abdallah.

Une approche régionale à rebours du « printemps arabe »

Alors que Washington a multiplié les ouvertures vers Téhéran (négociations pour parvenir à un accord définitif sur le nucléaire) et a affiché une position prudente en Syrie, le sentiment d'une crise de confiance s'est renforcé. Et la position de retrait américaine au Moyen-Orient a constitué le facteur déclencheur d'un volontarisme inédit de ces pays pour prendre leur destin sécuritaire en main.

Riyad et Abu Dhabi étaient déjà intervenus à Manama en 2011, sous couvert de la force militaire commune du CCG, « bouclier de la péninsule », pour sauver la dynastie sunnite Al Khalifa, menacée par un soulèvement populaire chiite. Sur le conflit syrien, Doha et Riyad (bien que rivaux) ont constitué les principaux soutiens aux insurgés pour mettre en échec le régime Assad et son allié iranien. Avec le retournement de la situation en Égypte, al-Sissi devient l'allié régional prépondérant des pays du Golfe.

Le double objectif diplomatique du CCG : d'une part, enrayer l'influence iranienne en Syrie en faisant échec au régime d'Assad, et d'autre part, réduire à néant les Frères musulmans (FM) dans la région, est loin d'être atteint. Assad est conforté par Daech, qui s'installe dans une partie de l'Irak et de la Syrie et apparaît même comme le seul rempart à la montée en puissance des jihadistes.

Si le premier objectif assigné est un échec cuisant, le second apparaît comme un demi-succès, en raison de l'affaiblissement manifeste des FM en Égypte, de leur revers politique en Tunisie et d'une certaine mise au pas du Qatar qui a dû réduire son soutien aux FM. La lutte anti FM menée par Riyad (sous le règne du roi Abdallah) au Yémen lui a néanmoins valu son plus cinglant revers régional, ce dont Téhéran tire aujourd'hui profit. Avec un coup d'État parachevé le 6 février 2015 par les miliciens Houthis du groupe Ansar Allah³ au Yémen, le royaume se perçoit dorénavant cerné par la menace jihadiste et chiite (voir D.Thomas).

L'approche régionale proactive du CCG conduite sous la houlette saoudienne contre l'Iran, les chiites, les Frères musulmans et les groupes jihadistes a contribué à remettre en question la place du royaume comme le *leader* incontesté du monde sunnite.

Une diplomatie du Golfe réduite à un rôle de gardien de « citadelle assiégée »

En dépit de désaccords entre pays membres du CCG et depuis l'accord de Riyad de novembre 2014⁴, une action diplomatique plus concertée s'est néanmoins élaborée au fur et à mesure que la menace régionale s'accroissait : jihadisme - Daech en Irak et en Syrie -, AQPA (Al-Qaïda dans la péninsule Arabique) et avancée des Houthis au Yémen - avec une influence iranienne grandissante. Aussitôt que la menace augmentait, un resserrement des liens entre les États s'opérait.

Cette situation a permis à Riyad de reprendre l'initiative pour fixer le cap : préserver le *statu quo* pour maintenir la stabilité dont seul le CCG peut encore se prévaloir dans la région. C'est ce qui importe le plus à Riyad qui s'accommode des diverses sensibilités tant qu'elles ne touchent pas au cœur des légitimités dynastiques.

Ainsi, en dépit des divergences de perception sur la menace iranienne, Oman est parvenu à imposer sa relation politique privilégiée avec l'Iran, comme Dubaï l'a fait sur le plan commercial, ou Koweït, dans une dimension socioculturelle avec sa communauté chiite persanophone. De même, les velléités d'Abu Dhabi de devenir le « *hard power* » du CCG aux côtés de la coalition anti-Daech ou auprès de l'Égypte et jusqu'en Libye, n'entrent pas en contradiction avec le cap fixé par Riyad pour maintenir le *statu quo*.

En revanche, lorsqu'à l'instar du Qatar, l'objectif est de privilégier l'option des FM, perçue comme une alternative politique aux pouvoirs dynastiques du Golfe, cela devient inacceptable. Ainsi, à défaut de succès régional, Riyad veille à sécuriser le CCG.

Le CCG en quête d'alternative complémentaire à la protection américaine

Le CCG souhaite mettre dorénavant en place une diplomatie régionale alternative (sans passer par Washington mais en phase avec ses intérêts) en privilégiant une alliance stratégique avec l'Égypte et la Jordanie (dont la coopération militaire avec le Golfe est dense). Avec l'appui de partenaires régionaux qui entretiennent des relations privilégiées avec l'appareil sécuritaire israélien, les pays du Golfe tentent d'imposer à l'administration Obama leurs priorités dans l'agenda moyen-oriental. Le couple Riyad - Abu Dhabi qui préconise l'approche la plus sécuritaire du CCG souhaite voir l'armée égyptienne incarner, avec l'appui de la Jordanie (voir E. Marteu), une profondeur stratégique au Moyen-Orient que les armées du Golfe ne sont pas en mesure d'assurer, de la même manière que le Pakistan sert à ces pays de contrepoids à l'Iran dans le domaine nucléaire.

La formation d'une coalition sunnite, le 26 mars 2015, pour conduire des frappes au Yémen dans l'objectif de stopper la progression des Houthis, qui ont pris le contrôle de la capitale yéménite Sanaa et s'apprêtaient à prendre Aden, la grande ville du sud du pays, s'est concrétisée sous les auspices de l'Arabie saoudite du roi Salman. Celle-ci comprend cinq pays membres du CCG à l'exception du sultanat d'Oman (qui se réserve le rôle de médiateur pour une sortie de crise) et de quatre autres acteurs régionaux : Égypte, Jordanie, Soudan, Maroc, ainsi que de l'appui diplomatique formel du Pakistan et de la Turquie. Cette coalition s'inscrit clairement dans une stratégie d'assertion régionale, contraignant Washington à soutenir officiellement cette opération sur le plan diplomatique et logistique.

En procédant à la hiérarchisation des menaces, le roi Salman, contrairement à son prédécesseur, n'estime pas que les FM constituent une menace immédiate, mais considère que le dossier yéménite et la menace jihadiste sont hautement prioritaires, car la crise yéménite et la crainte qu'inspirent les jihadistes ont un impact direct sur la politique intérieure du royaume.

C'est donc sur fond de guerre sectaire croissante : sunnites *versus* chiites, que le royaume pilote une coalition destinée à dissuader l'Iran de soutenir plus avant les Houthis, et ce faisant à imprimer leur présence sur le détroit stratégique de Bâb-el-Mandeb, en plus de celle qu'assure Téhéran sur le détroit d'Ormuz.

Cette évolution, ajoutée à la décision prise lors du sommet des chefs d'État de la Ligue arabe à Charm el-Cheikh (28-29 mars) de constituer prochainement une force militaire arabe conjointe initiée par l'Égypte et les pays du CCG, sont un signe manifeste de la volonté des pays du Golfe d'imprimer leurs choix sur leur destin sécuritaire. Le principe d'un accord-cadre sur le dossier nucléaire iranien avec les P5+1 conclu jeudi 2 avril 2015 marque une étape nouvelle de l'approche sécuritaire régionale. Dans ce contexte le royaume saoudien, appuyé par nombre d'acteurs régionaux arabo-sunnites, a la ferme intention de peser activement sur l'avenir de l'architecture de la sécurité régionale dans l'objectif de ne pas laisser à l'Iran le statut de seule puissance régionale incontournable que la république islamique est parvenue à imposer, notamment depuis 2003 en Irak, puis davantage avec la crise syrienne depuis 2011, et aujourd'hui, clairement en actant le principe d'un accord cadre pour la surveillance internationale de son programme nucléaire.

L'autre facteur de la volonté, notamment de Riyad, de trouver une alternative à sa dépendance stratégique avec Washington est sa politique agressive pour défendre ses parts de marché dans l'économie pétrolière mondiale. En dépit de la baisse de la demande pétrolière et en raison d'une plus faible croissance chinoise, Riyad a su convaincre ses principaux partenaires du Golfe (EAU et Koweït) de soutenir sa politique de maintien des quotas de production au sein de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). Cette stratégie vise à réduire l'exploration des gaz et pétrole de schiste en Amérique du Nord. Avec la diminution de près de 60 % du prix : 115 \$ en juin 2014 contre un peu plus de 50 \$ en mars 2015, Riyad prévoit que ce prix incitera à la fermeture de plateformes qui explorent aujourd'hui à perte. Pour l'année 2015, ces trois pays sont en mesure de supporter l'effondrement du cours en raison des importantes réserves en liquidités accumulées au cours des cinq dernières années.

Le caractère inédit d'une diplomatie régionale conjointe des pays du Golfe (en dépit de certaines différences), et conduite sous le *leadership* saoudien marque une rupture nette avec l'approche diplomatique traditionnelle du royaume qui se satisfaisait d'un rôle de « second rideau » et d'une diplomatie plus souterraine et discrète. Cependant, le risque d'un enlisement de la crise yéménite pourrait être lourd de conséquences pour le royaume qui se voit dans l'obligation de réussir le pari d'une sortie de crise à défaut de s'embourber dans un conflit qui pourrait se propager au sein même du royaume. *A contrario*, une sortie de crise sur le Yémen pourrait mettre à profit le rôle alternatif du sultanat d'Oman, qui, en accord avec Riyad, devrait jouer un rôle central de médiation pour le compte du CCG parallèlement aux P3 (États-Unis, Grande-Bretagne et France).

Notes

¹ Chercheur Moyen-Orient— Golfe / IRSEM et IEP Lille

² Le CCG a été créé le 25 mai 1981 à Abu Dhabi. Il comprend les 6 monarchies de la péninsule Arabique : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

³ Un « Comité révolutionnaire » dirige dorénavant la « Révolution ». Son chef, Mohammad Ali Al-Houthi, cousin du chef des miliciens, centre *de facto* les pouvoirs d'un chef d'État.

Voir <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/02/09/au-yemen-les-houthistes-parachevent-leur-coup-d-etat>.

⁴ En raison de désaccords sur la ligne à adopter sur l'Égypte et les FM que le Qatar soutient, Riyad, Abu Dhabi et Manama ont rappelé leurs ambassadeurs à Doha, le 5 mars 2014. Ces derniers ont rejoint leur poste après l'accord de Riyad du 16 novembre 2014 qui a entériné la réconciliation des quatre États et a permis au Qatar d'assurer la présidence rotative du CCG en 2015.

LA DIPLOMATIE JORDANIENNE ET L'INFLUENCE DES PAYS DU GOLFE

ELISABETH MARTEU¹

La question des relations entre la Jordanie et les pays du Golfe a pris une nouvelle dimension depuis les révoltes arabes de 2011. Jusque-là, les relations entre les Hachémites et les Saoud avaient été jalonnées de frictions dans la gestion des lieux saints de l'islam, dans la politique étrangère de leur royaume (exemple de la guerre du Golfe de 1990) ou encore dans leur identité islamique. La vague des soulèvements populaires en 2011 a poussé les monarchies arabes à consolider leurs relations pour faire face à des menaces communes (jihadisme, risques de débordement des crises au Levant), dans un contexte de réticence américaine à gérer les conflits du Moyen-Orient. Cependant, au regard d'intérêts et de positionnements géostratégiques propres, les pays du Golfe et la Jordanie optent pour des stratégies diplomatiques distinctes. En dépit de l'importance de la diplomatie économique saoudienne en Jordanie², cette dernière opte pour une position d'équilibriste en s'adossant aux intérêts de l'axe sunnite Le Caire – Riyad – Abu Dhabi, tout en maîtrisant autant que possible les conséquences d'un environnement volatile sur sa propre sécurité intérieure. De fait, si les pays du Golfe tentent actuellement de dépasser leurs divergences³ et de renforcer leur influence dans la région, en promouvant un axe sunnite, le fragile royaume hachémite essaie, lui, de ménager tous ses interlocuteurs (notamment sunnites et chiites en Syrie et en Irak) et de dialoguer avec l'ensemble de ses voisins (y compris Israël). Cette politique de compromis est mise à mal par l'enlisement de la crise syrienne, l'expansion régionale des groupes jihadistes et la pérennisation de l'opposition Riyad – Téhéran, sur fond de situation socioéconomique intérieure extrêmement volatile⁴.

Renforcement des monarchies arabes et d'un ordre contre-révolutionnaire

Quatre ans après le début des révoltes arabes, force est de reconnaître que l'échec des transitions démocratiques a consacré la victoire des régimes monarchiques qui, bien mieux que les républiques (hormis l'Algérie), ont su résister et même consolider leur gestion autoritaire. Les pays du Golfe, en premier lieu l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU), ont opté pour un strict contrôle et verrouillage sécuritaires afin d'éviter toute contagion des mouvements d'opposition sur leur territoire, en particulier des Frères musulmans.

La proposition d'intégration de la Jordanie et du Maroc au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), en mai 2011, avait pour objectif de renforcer les relations entre les forces contre-révolutionnaires du Maghreb et de la péninsule Arabique. Si cette intégration régionale n'a pu avoir lieu, elle a néanmoins confirmé la volonté des pays du Golfe de resserrer les liens avec les deux autres monarchies arabes dotées d'appareils militaires compétents.

Si la Jordanie a concédé de légères réformes, elle a su aussi, bien mieux que ses homologues du Golfe, jouer sur le contrôle des mouvances radicales et l'intégration politique des Frères musulmans pour mieux les encadrer. Le Front de l'action islamique est ainsi le bras politique autorisé des Frères musulmans. En boycottant les élections parlementaires, en participant régulièrement à des manifestations de protestation contre le régime, les Frères jordaniens trouvent des fenêtres d'expression. Cependant, la chute de Mohammed Morsi durant l'été 2013 les a durement affectés, alors même que l'expansion jihadiste dans la région a coalisé contre eux l'ensemble des forces redoutant la chute de la monarchie hachémite. L'environnement sécuritaire chaotique de la Jordanie a également nourri une discorde interne au mouvement, comme l'illustre l'émergence de l'initiative dissidente Zamzam en 2012. Cette dernière est née d'une volonté d'une partie des Frères jordaniens de prendre ses distances avec la confrérie et de se centrer sur des problématiques proprement nationales. Ces dissensions ont affaibli la mouvance qui cherche aujourd'hui à rassurer la monarchie sur sa loyauté, alors même que les services de sécurité procèdent à des vagues d'arrestations dans leurs rangs.

La Jordanie en position d'équilibriste sur le dossier syrien

Alors que la Jordanie avait toujours privilégié une position de compromis et de discrétion dans le jeu régional, elle subit aujourd'hui les conséquences de son exposition sur le dossier syrien.

En dépit des relations étroites entre la Jordanie et la Syrie, le roi Abdallah II a été l'un des premiers dirigeants arabes à appeler en 2011 le président syrien à « quitter le pouvoir ». À partir de 2012, la Jordanie a fait ouvertement le choix du soutien à l'insurrection syrienne, en laissant transiter sur son sol les armes saoudiennes destinées aux combattants de l'Armée syrienne libre et en contribuant, aux côtés des Américains, à la formation de combattants et à l'accueil des déserteurs. Cet engagement assumé de la Jordanie contre le régime Assad n'a pas mis fin aux contacts entre les deux pays, notamment au niveau diplomatique et des appareils de renseignement. Amman a ainsi toujours cherché à conjuguer une assistance aux rebelles et des relations d'intérêts avec le pouvoir syrien. Ce jeu d'équilibriste est d'autant plus instable aujourd'hui que les Jordaniens ont pris conscience des capacités limitées de l'opposition syrienne. Face à l'extrême fragmentation des groupes armés, à la montée en puissance des jihadistes (notamment de Daech), aux alliances de terrain fréquentes entre les groupes dits « modérés » et Jabhat al-Nusra (y compris dans le sud), les autorités jordaniennes seraient en train de réévaluer leur position sur le soutien à l'opposition syrienne.

Dans ce contexte troublé, la lutte anti-jihadiste s'est imposée comme la priorité de la monarchie hachémite. La Jordanie a accepté de participer aux frappes conduites par les États-Unis et les pays arabes depuis septembre 2014 en Syrie. La capture et la récente exécution par Daech d'un pilote jordanien qui participait aux frappes de la coalition ont certes favorisé un élan de solidarité nationale, mais elles contribuent aussi à renforcer les positions de ceux qui reprochent aux autorités jordaniennes leur alignement sur l'Arabie saoudite et les pays occidentaux. Pour les forces de gauche, comme pour les Frères musulmans, cette diplomatie proactive favoriserait la mise en danger du royaume, à l'heure où les groupes jihadistes, proches de Daech et d'Al-Qaïda se développent dans le pays. La radicalisation des milieux salafistes jordaniens inquiète les autorités qui procèdent régulièrement à des arrestations et qui ont même décidé, au mois de décembre 2014, de réinstaurer la peine de mort (soumise à un moratoire depuis 2006).

La Jordanie se tient en marge du conflit entre Riyad et Téhéran sur les crises régionales

Amman ne partage pas la vision anti-chiite et surtout anti-iranienne qui sous-tend l'engagement des pays du Golfe dans les crises régionales. Le royaume hachémite a donc entretenu des relations autant avec le pouvoir alaouite de Damas qu'avec le pouvoir chiite de Bagdad après 2003.

Même si les relations entre la Jordanie et l'Iran ont été difficiles après la révolution islamique, notamment en raison du parti pris du roi Hussein pour l'Irak dans sa guerre contre l'Iran (1980-1989), les deux pays n'entretiennent pas de conflits directs. Si la Jordanie se refuse à tout rapprochement significatif avec l'Iran (en dépit des tentatives de Téhéran), préférant naturellement s'inscrire dans le sillage de l'axe sunnite, elle est liée à Bagdad par des intérêts énergétiques, par des connexions tribales sunnites, par la présence de dizaines de milliers de réfugiés irakiens en Jordanie et par une même proximité avec Washington. Sur le dossier irakien, Amman a donc fait le choix de la plus grande prudence. Si la Jordanie estime, à l'instar des monarchies du Golfe, que Maliki porte une responsabilité dans l'insurrection sunnite qui s'est alliée à Daech, elle accepte aujourd'hui d'œuvrer discrètement auprès des tribus d'Al Anbar pour les désolidariser des jihadistes.

Par conséquent, même si la Jordanie représente un pôle essentiel d'un axe sunnite émergent sous l'impulsion du Golfe, la singularité historique et géostratégique de la monarchie hachémite devrait l'obliger à poursuivre durablement son jeu d'équilibriste.

Notes

¹ Spécialiste du Proche-Orient (Sciences Po).

² En 2012, l'Arabie saoudite était le premier pays importateur en Jordanie, tandis que Riyad représentait le deuxième partenaire d'Amman à l'exportation après Bagdad (*International Monetary Fund : Direction of Trade Statistics Yearbook*, 2013).

GOLFE – ÉGYPTE : UNE RIYAL POLITIK AU SERVICE D'UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE STRATÉGIQUE ?

EMMA SOUBRIER¹

L'utilisation par les pays du Golfe de leur manne financière à des fins de rayonnement et d'influence n'est pas nouvelle. Leur diplomatie économique a même une dénomination spécifique : la *riyal politik*, *realpolitik* déployée grâce au *riyal*². Cependant, les « printemps arabes » ont fait évoluer les pratiques de *riyal politik* des pays du Golfe. D'un instrument à visée accommodatrice, leur poids économique est devenu un véritable outil de puissance, c'est-à-dire un instrument à visée transformatrice des dynamiques régionales dans le but d'y défendre leurs intérêts³. A cet égard, l'Égypte est un cas d'étude des plus intéressants.

La diplomatie économique du Golfe en Égypte : une pièce en trois actes

La vacance d'un *leadership* régional a incité les pays du Golfe à s'établir comme « nouveau centre de gravité » du monde arabe, utilisant leur puissance économique pour peser sur le cours des événements. L'Égypte est un cas emblématique car elle a été le théâtre d'une lutte d'intérêts monnayée entre les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, les EAU et le Qatar. Ceci a mis en évidence les perceptions et les enjeux stratégiques contrastés sous-tendant leurs actions.

Depuis la chute du président Moubarak en février 2011, la diplomatie économique du Golfe en Égypte a connu trois temps. Le premier « acte » se déroule de février 2011 à juin 2012. À cette période, où la transition est assurée par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), ces trois États promettent des aides financières de près de 17 milliards de dollars à l'Égypte – Arabie saoudite \$ 4 milliards, EAU \$ 3 milliards et Qatar \$ 10 milliards. Début 2012, cependant, un seul milliard a été déboursé, réparti entre l'Arabie saoudite et le Qatar. Le reste aurait été suspendu en raison de l'instabilité du pays. Soulignons également que certaines initiatives diplomatiques du gouvernement transitoire dans la région déplaisent aux monarches : réconciliation entre factions palestiniennes (Hamas et Fa-tah) ou rapprochement avec l'Iran.

Le deuxième « acte », de juin 2012 à juin 2013, correspond au mandat du président Morsi. Cette période montre à quel point le soutien économique du Golfe diffère d'autres formes d'assistance internationale plus « conventionnelles ». En effet, il est essentiellement lié à des courants politiques spécifiques, et non conditionné par des engagements préalables du bénéficiaire, comme des réformes de gouvernance ou une plus grande transparence. De fait, la victoire des Frères musulmans jette un froid sur les relations entre le Caire, Riyad et Abu Dhabi, tandis que Doha adopte une position opposée, en annonçant 7 milliards de dollars de prêts d'urgence et d'aide financière directe ainsi qu'un investissement de 18 milliards de dollars sur 5 ans pour relancer l'économie du pays.

Avec le troisième « acte », depuis lors, la boucle du Printemps égyptien est bouclée, l'autoritarisme est réaffirmé. L'arrivée au pouvoir du général Abdel Fattah al-Sissi sonne le retour du soutien politique et financier de l'Arabie saoudite et des EAU, ainsi que du Koweït : 12 milliards de dollars d'aides sont annoncés. Ces trois « actes » mettent au jour la divergence de perceptions des pays du CCG vis-à-vis de la mouvance des Frères musulmans. Tandis que l'Arabie saoudite et les EAU considèrent la Confrérie comme une menace existentielle, le Qatar l'a perçue comme un vecteur potentiel de son influence sur la scène régionale⁴. Cette dynamique économique des monarchies de la péninsule en Égypte est également à analyser au prisme de la relation de ces dernières avec les États-Unis, dont elles craignent et critiquent le désengagement de la région.

Les pays du Golfe en Égypte: une partie de billard à trois bandes avec les États-Unis ?

Il est intéressant de noter la volonté des États du CCG de compenser par leur soutien financier à l'Égypte les sanctions occidentales éventuelles, lorsque l'Union européenne comme les États-Unis envisagent de suspendre partiellement leur aide au regard des événements de l'été 2013. Les pays du Golfe envoient un message clair : ils s'estiment dorénavant dans une relation d'égalité avec les pays occidentaux pour ce qui est de fixer les règles du jeu dans la région.

Les États-Unis sont particulièrement visés par ces prises de position fermes des pétromonarchies. Le mécontentement et la défiance de ces dernières vis-à-vis de Washington – pour son « abandon » de Moubarak et son accueil trop chaleureux de Morsi, entre autres « trahisons » – sont assez largement partagés par le nouvel homme fort de l'Égypte, le Général al-Sissi. Ensemble, les États du CCG et l'Égypte auraient-ils décidé de s'affranchir en partie de la tutelle américaine ?

Des sursauts en ce sens sont à noter dans les domaines de l'armement et de la coopération militaire. Rappelons que les États-Unis ont, depuis l'accord de paix israélo-égyptien de 1979, apporté une aide totale de près de 70 milliards de dollars à l'Égypte, dont la moitié a servi à acheter des équipements militaires américains. Leur aide militaire au Caire, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars par an, représente 80 % du budget d'acquisition annuel des forces armées égyptiennes. L'annonce, fin 2013, d'une suspension partielle de ces aides et de la livraison de plusieurs équipements militaires pourrait avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

La visite du président al-Sissi en février 2014 à Moscou aurait inclus la signature de contrats d'armement pour une valeur de 2 milliards de dollars, acquittée pour partie par les Saoudiens, Émiriens et Koweïtiens. En termes de coopération militaire, soulignons le rapprochement opéré entre les EAU et l'Égypte depuis juillet 2013. Outre les démonstrations officielles d'une plus grande proximité, leur intervention en Libye en août 2014, sans consultation préalable avec les Américains, confirme la volonté des pays du Golfe de capitaliser sur l'Égypte pour tenter de s'affranchir des États-Unis.

Malgré des signes tangibles d'une volonté de plus grande autonomie stratégique – ou, *a minima*, de diversification des garanties de sécurité et d'approvisionnement en équipements militaires –, plusieurs facteurs incitent à la prudence pour ce qui est d'anticiper les tendances régionales. Rappelons que les pays du CCG sont eux-mêmes extrêmement dépendants des États-Unis pour leur sécurité et stabilité, ce qui réduit leur marge de manœuvre.

Néanmoins, le changement de *leadership* en Arabie saoudite accélère la volonté d'engagement des acteurs arabes régionaux comme l'indique la création de la coalition « Tempête décisive » et l'annonce d'une future force arabe conjointe pour combattre les groupes jihadistes (voir F. Dazi-Héni).

Notes

¹ Doctorante rattachée à l'IRSEM Université d'Auvergne (Clermont I).

² Nom de la monnaie saoudienne, ici utilisé pour désigner l'argent de tous les pays du Conseil de coopération du Golfe.

³ Emma Soubrier, « La diplomatie économique des pays du Golfe à l'aune du Printemps arabe : du rayonnement à la puissance », dans Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff, *Annuaire Afrique du Nord Moyen-Orient 2014-2015*, Paris, La Documentation française, 2014, p. 124.

⁴ Voir : Stéphane Lacroix, "Saudi Arabia's Muslim Brotherhood Predicament", *The Washington Post*, 20 mars 2014 ; Kristian C. Ulrichsen, "Egypt-Gulf Ties and a Changing Balance of Regional Security", *The Cairo Review of Global Affairs*, 12 janvier 2015.

LES IMPACTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE L'ENGAGEMENT ANTI-JIHADISTE SAOUDIEN

DOMINIQUE THOMAS

La montée en puissance d'organisations jihadistes radicales, comme l'État islamique (Daech), a largement contraint l'Arabie saoudite à s'engager dans une politique de lutte contre les groupes islamistes armés. Face à l'ampleur du phénomène Daech, l'Arabie saoudite a même accepté de participer à la coalition internationale menée par les États-Unis. Depuis le 23 septembre 2014, l'Arabie a ainsi contribué aux frappes qui ont été menées sur le territoire de la Syrie, aux côtés des États-Unis, de la Jordanie et de trois autres pays du Conseil de Coopération du Golfe (Qatar, EAU et Bahreïn). Les conséquences sécuritaires de cet engagement sur la stabilité intérieure du pays sont très importantes car la monarchie redoute les effets potentiels de l'ascension de Daech sur le territoire saoudien. En effet, Riyad envisage toujours un soutien aux forces modérées de l'insurrection syrienne (soutien financier et formation de combattants syriens) ; cette double position entretient la confusion dans les milieux radicaux saoudiens.

Impacts et revers de l'engagement de Riyad dans la lutte anti-jihadiste

Une législation de plus en plus répressive

Face à la montée en puissance des groupes jihadistes en Syrie dans lesquels de nombreux Saoudiens sont présents, les autorités ont décidé depuis 2013 d'opérer un recensement plus encadré des fonds allant vers la Syrie. De même, en mars 2013, la présence de combattants saoudiens en Syrie a été rendue illégale par le ministère de l'Intérieur, dirigé par le prince Mohammad ben Nayef, qui s'est emparé de la gestion sécuritaire du dossier syrien. La proportion des combattants saoudiens en Syrie apparaît déjà en forte progression à partir de l'été 2012. Estimés actuellement entre 2500 et 3000, ils constituent, avec les Tunisiens, les Libyens et les Jordaniens, le réservoir de combattants étrangers le plus dynamique. Progressivement, les affiliations de ces combattants contribuent très largement à structurer les organisations jihadistes syriennes du type Jabhat al-Nusra (JaN), Daech et Ahrar al-Sham.

En février 2014, une liste d'organisations terroristes sur laquelle figurent l'Eiil et le JaN a été publiée. L'appartenance à ces organisations, leur soutien et/ou financement entraînent de lourdes sanctions pénales depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi. Elle a été promulguée pour criminaliser tout Saoudien impliqué dans des activités armées hors du territoire saoudien ou en lien avec des groupes classés sur des listes terroristes préalablement définies par le ministère de l'Intérieur. Des peines allant de trois à 20 ans de prison ont été prévues. Les autorités religieuses officielles ont multiplié les appels à ne pas se rendre en Syrie et se sont employées à délégitimer les actions et pratiques commises par les groupes jihadistes radicaux. Des mesures de contrôle des prêches ont été renforcées dans plus de 15 000 lieux de culte placés sous surveillance.

Le rôle des religieux saoudiens dans la guerre d'influence entre Al-Qaïda et Daech

Au printemps 2013, les principaux groupes jihadistes en Syrie entrent dans un conflit aux conséquences significatives pour la scène jihadiste internationale. Certaines figures religieuses saoudiennes vont alors rapidement tenter de s'imposer comme acteurs de médiation dans le jeu des rapports de force et d'influence au sein des jihadistes.

Al-Muhayssini tente en janvier 2014 d'imposer un arbitrage en prônant un arrêt des combats factionnels : une trêve durable entre groupes armés, la mise en place de tribunaux de conciliation et la fixation sur le régime des principaux objectifs de l'insurrection. D'autres jihadistes saoudiens appuient l'initiative d'al-Muhayssini, notamment pour atténuer les tensions entre Ahrar al-Sham et l'Eiil.

Les prédicateurs saoudiens qui avaient soutenu la formation du Front islamique se sont ralliés au front anti-EIIL. En mars 2014, plus de 47 oulémas, sous la direction d'Abdallah al-Ghunayman (figure respectée des oulémas du Qassim), appellent les combattants de Syrie à recadrer leur pratique concernant le jihad. Cette initiative illustre la volonté des cercles religieux de l'*establishment* saoudien d'imposer une orientation compatible avec les engagements de la monarchie concernant le soutien à l'insurrection armée contre le régime de Bachar al-Assad. La plupart des figures historiques du jihadisme en Arabie sont restées fidèles au courant qāidiste en exprimant leur soutien envers le JaN. Au Yémen, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) est composé de nombreux saoudiens demeurés soumis à l'autorité d'Al-Qaïda. Néanmoins en dépit de cette tendance, l'EIIL, autoproclamé État islamique en juin 2014, recevra l'appui de combattants saoudiens.

La montée en puissance de Daech et ses impacts sur le territoire saoudien

Les victoires militaires de l'EIIL en Syrie et en Irak, puis l'annonce du califat ont rapidement confirmé l'attractivité de cette organisation dans les milieux radicaux de la monarchie, en particulier auprès des jeunes. Les anciens combattants saoudiens d'Irak des années 2000 (ceux qui sont revenus et les extradés) représentent un pôle d'attraction. Certains avaient déjà combattu dans les rangs de l'ex-EIIL. La présence de combattants saoudiens en Syrie et en Irak reste donc importante en dépit des mesures sécuritaires, et une large majorité a décidé de rejoindre les rangs de Daech.

Depuis mai 2014, les services de sécurité saoudiens de l'Intérieur (*mabahith*) ont annoncé avoir démantelé plusieurs dizaines de réseaux opérationnels en lien avec Daech sur leur territoire. Ces opérations se sont accompagnées de nombreuses arrestations dans les cercles radicaux. Les autorités s'appuient sur les institutions religieuses officielles pour tenter d'apporter une réponse idéologique au discours de Daech. Un communiqué du Conseil des grands oulémas, la plus haute institution religieuse du royaume, le 3 septembre 2014, a condamné les actions de Daech, au titre de crimes contre les musulmans. Ce conseil des grands oulémas a qualifié à diverses reprises Daech d'organisation « *Khawarij* ». De même, si les autorités, la presse et les institutions religieuses ont utilisé pendant de longues années la terminologie de « secte des égarés » pour qualifier la mouvance jihadiste, c'est la terminologie « groupes terroristes » qui est désormais d'usage. Ceci illustre un discours officiel saoudien plus agressif en matière de lutte anti-terroriste depuis la montée en puissance des jihadistes sur les trois grands fronts (Syrie, Irak et Yémen).

Après les succès de Daech en Irak, Riyad a, dès le 26 juin 2014, décidé de renforcer le contrôle de sa frontière et d'accentuer la surveillance des lieux de culte pour enrayer tout appel à rejoindre l'Irak. La monarchie redoute la prise de contrôle de postes frontaliers par des combattants jihadistes dans le sud de la province d'al-Anbar. Un déploiement de 30 000 soldats de la Garde nationale a été annoncé pour renforcer le dispositif à la frontière nord qui fait déjà l'objet d'un système de surveillance électronique d'alerte avancée, équipé de caméras thermiques. La réalité de cette menace a pris une nouvelle tournure avec l'incident du 5 janvier 2015, lorsque quatre assaillants ont tenté de pénétrer en territoire saoudien via le poste frontière nord de Suwayf.

Des événements précédents (août/septembre 2014) : arrestations, financements et filières de combattants, témoignent de liens entre milieux radicaux saoudiens et Daech, qui émanent de figures jihadistes encore détenues ou libérées après plusieurs années d'incarcération dans le royaume. L'attaque de novembre 2014 contre une *hussayniyya* (lieu de socialisation chiite) dans la Province orientale (al-Ahsa) à dominante chiite a également révélé la présence de réseaux opérationnels pro-Daech déterminés à mener des actions sur le territoire saoudien.

La menace que constituent AQPA, JaN et Daech amène la monarchie Al Saoud à durcir les mesures de contrôle sur son territoire au regard du nombre croissant de Saoudiens présents dans ces organisations. Cependant, le royaume est aussi engagé dans une politique offensive pour contenir l'influence de l'Iran et de ses alliés en Syrie, au Liban, en Irak et au Yémen. Or, l'orientation de cette politique peut difficilement se dissocier de l'action des groupes armés jihadistes, les plus fervents opposants aux chiites. Les choix difficiles qui ont conduit le royaume à opter pour une politique régionale plus agressive donnent au bilan une impression mitigée et confuse de son *leadership*.

Or, la mort du roi Abdallah, le 23 janvier 2015, a déjà entraîné une profonde restructuration de l'exécutif saoudien et de ses institutions. Renforcé par sa position de vice-prince héritier, Mohammad ben Nayef, ministre de l'Intérieur et en charge des dossiers sécuritaires, va sans doute poursuivre sa ligne dure contre les jihadistes, mise en place depuis 2003.

Notes

¹ Chercheur associé à l'EHESS, spécialiste des mouvements jihadistes.

² Une loi identique existait déjà depuis août 2011 avec des peines prévues en fonction des activités exercées.

³ L'EII tente une OPA sur le JaN en voulant fusionner ses branches en Irak et en Syrie pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant (EIIIL). Al-Qaïda décide alors du parrainage exclusif du JaN qui refuse la fusion et devient le rival de l'EIIIL. Chaque camp va entraîner dans son sillage les ralliements de ses partisans provoquant un éclatement plus prononcé du paysage islamiste en Syrie et ailleurs.

⁴ L'exemple le plus symptomatique est le rôle joué par Abdallah al-Muhayssini, prédicateur originaire du Qassim qui est arrivé sur le front syrien à l'automne 2013.

⁵ Cette coalition composée d'une demi-douzaine de groupes islamistes, dont les mouvements Ahrar al-Sham et Jaysh al-Islam, est créée en novembre 2013. Elle va rapidement recevoir le soutien de plusieurs figures saoudiennes de la Sahwa depuis l'Arabie.

⁶ Déviante ou sortant de la Sunna, dénomination tirée du mouvement kharidjite qui est sorti à la fois de la Sunna et de l'arbitrage décidé face aux partisans d'Ali qui deviendront les chiïtes.

⁷ Ils ont été tués au cours d'affrontements qui ont fait également trois morts au sein des garde-frontières, dont un officier général responsable du gouvernorat. Trois des quatre assaillants étaient des Saoudiens partis combattre en Syrie dans les rangs de Daech.

